

taux de 11,1 p. 100, ce qui est à peine plus élevé que la prévision du secteur privé.

Le député parle du mois de janvier. Un sondage mené la semaine dernière a confirmé cette prévision du secteur privé. Je dois rappeler à mon collègue que, en 1986, dans des circonstances semblables, nous avons entendu le même genre de lamentations de la part des députés de l'opposition qui disaient que nos projections étaient très mauvaises. À ce moment-là, nous avions prévu un taux d'intérêt de 9,5 ou 9,6 p. 100. Qu'en est-il advenu? Il a été de 9,2 p. 100, soit 0,4 ou 0,5 point de moins que ce que nous avions prévu. Voilà ce que je dis aux députés qui se lamentent que nos projections sont mauvaises.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

La situation évolue à une vitesse extraordinaire en Allemagne de l'Est et en Allemagne de l'Ouest depuis quelques mois. La semaine dernière le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, qui s'est rendu à Ottawa pour la conférence «Cieux ouverts», a rencontré le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Beaucoup d'autres rencontres portant sur l'avenir de l'Allemagne ont eu lieu à ce moment-là.

Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire s'il y a eu du nouveau depuis ces rencontres de la semaine dernière à Ottawa?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Il y a eu d'importants entretiens la semaine dernière entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et M. Genscher, ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne.

Je profite de l'occasion pour adresser au nom de tous les députés de sincères félicitations au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a si bien présidé la conférence «Cieux ouverts» la semaine dernière.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Comme suite aux entretiens et aux rencontres qui ont eu lieu entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et M. Genscher, j'ai reçu ce matin un appel téléphonique du chancelier Kohl, qui m'a exposé les intentions de son gouvernement en matière de réunification, son opinion sur les initiatives monétaires qu'il estime indispensable de prendre dans un proche avenir pour renforcer la réunification, ainsi que le rôle que le

Questions orales

Canada entre autres est appelé à jouer lors des importants pourparlers relatifs à la réunification.

Je remercie mon collègue de sa question. Je me ferai un plaisir de rendre compte à la Chambre de la tournure que prendra cette importante initiative.

* * *

LE BUDGET

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En juin 1989, le premier ministre a déclaré: «Pendant notre deuxième mandat, nous nous concentrerons sur l'investissement humain à long terme, c'est-à-dire le développement des compétences, la formation et l'éducation ainsi que sur les technologies stratégiques et la recherche et le développement.»

Le premier ministre sera-t-il d'accord avec Pamela Smith, présidente de l'Association canadienne des professeurs d'université, qui dit que ce budget tourne en dérision l'engagement du gouvernement fédéral envers les jeunes femmes et les jeunes hommes et l'avenir du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Bien sûr que non, monsieur le Président, parce qu'elle dit le contraire de la vérité.

Mon collègue saura qu'en ce qui concerne les paiements de transfert versés aux provinces dans le cadre du financement des programmes établis, les mesures d'austérité ne s'appliquent pas aux principaux programmes fédéraux qui appuient directement les objectifs du Canada en matière d'éducation. Les fonds des conseils dispensateurs passeront de 673 à 734 millions, une augmentation de 9 p. 100. Ceux des centres d'excellence augmenteront aussi, de même que ceux du Programme de bourses du gouvernement canadien, des langues officielles et de l'éducation, de l'alphabétisation et des programmes d'enseignement pour les autochtones.

Il y aura des augmentations dans tout le système parce que le gouvernement tient non seulement à améliorer l'éducation et la recherche et le développement, mais à le faire en contrôlant les taux d'intérêt et en assurant une croissance économique soutenue.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je suis plutôt surpris que le premier ministre n'ait pas mentionné la diminution de 31 milliards de dollars des paiements de transfert aux provinces entre 1986 et 1995.

[Français]

Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre ou au ministre des Finances. Avant de couper les fonds, est-ce que ces messieurs ont considéré combien de cours seront annulés, combien de classes seront suppri-